

man, avisé de Mexico par M. Otterbourg, que le *maréchal* le recevrait avec toute la distinction due à son grade et avec la plus franche cordialité; qu'il serait même heureux de le faire assister à une revue des troupes françaises, répondit qu'il n'irait à Mexico que sur une invitation pressante du quartier général. Il est certain que le spectacle d'un défilé de nos troupes n'était pas le but de la mission américaine.

Cette invitation pressante ne fut pas envoyée à la *Susquehanah*, et la frégate reprit la mer, comme le faisait pressentir la dépêche du consul américain, à Vera-Cruz.

A M. Marius Otterbourg. Mexico.
(Confidentielle.)

Heureux d'apprendre que vous êtes arrivé, tout allant bien. J'ai passé la nuit à bord de la *Susquehanah*, attendant avec patience de vos nouvelles. Si ce n'est tout de suite, aller à Tampico, ne voulant pas aller à Mexico sans être invités. Mais vous savez tout ce qui concerne la chose, et écrivez promptement.

LANES.

XX

Que s'était-il donc passé dans les derniers temps à la Jalapilla? Le ministère et le conseil d'État, descendus de Mexico à Orizaba sous escorte française et sous la conduite de Miramon, étaient entrés en conférence et s'étaient constitués en permanence du samedi au lundi, pendant trois jours, à la résidence impériale. M. Larès, chargé de porter la parole par tous les membres de la commission, avait supplié l'empereur de ne pas s'éloigner du territoire, affirmant, au nom du clergé dont l'abbé Fischer se portait garant, que Sa Majesté pouvait compter sans délai sur quatre millions de piastres et sur une armée prête à commencer les opérations. Marquez et Miramon acceptaient des commandements. Pendant que le premier de ces généraux occuperait la capitale et protégerait la vallée de Mexico, ainsi que les plateaux de l'Anahuac contre les tentatives de Porfirio Diaz, le second devait courir au nord livrer bataille aux troupes d'Escobedo. La victoire ne pouvait être douteuse, surtout avec le concours dans l'intérieur du brave Mejia, dont le

crédit militaire était encore tout puissant dans la Sierra comme dans l'État de Queretaro, témoin jadis de ses triomphes. Au besoin, aussitôt après la déroute des bandes du nord, les forces victorieuses de la monarchie se retourneraient contre les rebelles d'Oajaca dont elles obtiendraient facilement raison. Quant aux millions nécessaires, le président du conseil s'était borné à déclarer qu'on les trouverait : *c'était le secret de son parti.*

Ce plan était bien séduisant sur le papier ; Maximilien l'avait pleinement adopté. Pour mettre un terme à l'état d'incertitude dans lequel vivait le pays depuis un mois, l'empereur faisait volte-face complète et lançait une dépêche télégraphique qui contredisait tous les événements accomplis. Le passage à Orizaba du diplomate anglais, M. Scarlett, rentrant alors en Europe, n'avait pas peu contribué à brusquer la prise d'une mesure violente par le jeune empereur, qu'il avait fortement conseillé de ne pas abandonner le trône, dans le but de contrecarrer les vues de la politique française.

Le quartier général recevait immédiatement communication du cabinet impérial de la dépêche télégraphique partie d'Orizaba le 20 novembre 1866.

Cabinet impérial.

Aucun des pas que j'ai faits n'autorise personne à croire que j'ai l'intention d'abdiquer en faveur d'aucun parti. L'appel du conseil d'État et des ministres a été précisément pour qu'unis à eux, on dépose entre les mains de qui on doit le laisser le pouvoir intérimaire, quand arrivera l'heure d'abdiquer, et en attendant que le vote de la nation règle le reste. L'appel fait au maréchal Bazaine n'avait d'autre but que de régler ces points, d'accord avec le général en chef de l'armée.

La prétention de ce qu'un gouvernement provisoire sera reconnu par les États-Unis est plus que hasardée. Pourquoi? Qui garantit cette reconnaissance? Qui ira la solliciter? Je crois devoir remettre les pouvoirs que j'ai reçus à la même nation qui me les a donnés, et laisser les autres questions d'origine et d'élection du nouveau gouvernement au libre choix de la nation.

Mon unique devoir consiste à nommer une régence provisoire en attendant que la nation soit appelée, et de faire les démarches convenables pour la convoquer; enfin, de chercher protection pour les impérialistes, mais sans me mêler en rien quant au reste.

MAXIMILIEN.

Telle était la réponse de l'empereur, s'appuyant désormais sur la note collective du 7 novembre, à la mission Campbell qu'il savait déjà mouillée devant Tampico. Elle s'adressait en même temps aux manœuvres du cabinet des Tuileries, qu'il savait engagées tant à Washington que dans le camp des libéraux. En présence de la manifestation de ce nouveau coup d'État, il n'y avait plus à espérer l'abdication du prince pour le moment. Cette dépêche fut bientôt suivie d'un document plus officiel et plus explicite. Le 1^{er} décembre, paraissait le manifeste impérial d'Orizaba qui annonçait au pays la réunion du congrès national.

Manifeste de l'Empereur.

Mexicains,

Les circonstances si graves, qui touchent au bien-être de notre patrie et qui disparaissent devant nos malheurs domes-

tiques, ont provoqué dans notre esprit la conviction que nous devons vous rendre le pouvoir que vous nous aviez confié.

Nos conseils des ministres et de l'État convoqués par nous ont été d'avis que le bien du Mexique exigeait que nous restassions au pouvoir. Nous avons cru de notre devoir d'accéder à leurs instances, en vous annonçant tout à la fois notre intention de réunir un congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales, auquel participeront tous les partis. Ce congrès déterminera si l'empire doit continuer dans l'avenir, et, au cas affirmatif, concourra à la formation des lois vitales pour la consolidation des institutions publiques du pays. Dans ce but, nos conseils se préoccupent actuellement de nous proposer toutes les mesures opportunes, et, en même temps, font les démarches nécessaires pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

En conséquence, Mexicains, en comptant sur vous tous sans exclusion d'aucune couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre avec courage et constance l'œuvre de régénération que vous avez confiée à votre compatriote.

MAXIMILIEN.

Deux jours après, le président du conseil, au nom de l'Empereur, signifiait aux autorités françaises la résolution prise par Maximilien de ne s'appuyer que sur ses propres forces. Toutefois il était établi que le corps expéditionnaire devrait continuer sa protection à la monarchie pendant son séjour au Mexique, limité au printemps 1867, et sur tous les points qu'il occuperait, sans pourtant entreprendre d'expéditions lointaines.

A. S. E. le ministre de France à Mexico, Alf. Dano, S. E. le maréchal Bazaine et M. le général Castelneau.

Orizaba, 3 décembre 1866.

Les soussignés désignés par l'empereur Maximilien dans le but de décider les mesures que rendait nécessaires la mission du général Castelneau, mission que celui-ci nous a déclaré remplir de concert avec LL. EE. MM. le ministre plénipotentiaire Dano et le maréchal Bazaine, avons l'honneur de porter à leur connaissance qu'ayant communiqué à S. M. l'Empereur la note du 7 du mois dernier, note signée par le maréchal Bazaine et le général Castelneau en réponse à celle que nous avons eu l'honneur de leur adresser le 4 du même mois, Sa Majesté, après un sérieux et long examen, de l'avis de ses ministres et de son conseil d'État, a décidé de prolonger, appuyé sur le pouvoir que lui a conféré la nation, et de maintenir son gouvernement avec les seules ressources du pays, l'empereur des Français déclarant qu'il ne lui est plus possible de soutenir l'empire ni par ses troupes, ni par son argent, et persévérant dans la décision qu'il a prise de retirer celles-ci dans les premiers mois de 1867.

S. M. l'empereur, poussant jusqu'au bout l'exécution de ses desseins, s'occupe des mesures nécessaires à la formation de l'armée mexicaine et à l'organisation des forces qui doivent soutenir l'empire. Il espère que M. le maréchal Bazaine voudra bien donner ses ordres, en ce qui le concerne, aux commandants supérieurs français, ainsi qu'il l'annonce dans la note citée plus haut, pour que les troupes mexicaines, les établissements, les magasins militaires restent dès maintenant à la disposition exclusive de Sa Majesté; comptant toujours que les troupes françaises, pendant leur séjour au Mexique, protégeront les autorités et les populations dans les zones qu'elles occupent sans entreprendre d'expéditions lointaines.

Ce concours, dont les termes sont spécifiés dans la note du 7 novembre déjà citée, est accepté avec reconnaissance par Sa Majesté.

S. M. l'Empereur nous ordonne, en outre, de déclarer que toute question relative aux matières qui font l'objet de cette note, ou motivées par la résolution qu'il a prise, pourra être traitée par le président du conseil d'État qui, en cette qualité, a signé le premier :

Le président du conseil des ministres,
TEODOSIO LARÈS.

Le ministre de la maison de l'Empereur,
LUIS DE ARROYO.

La rupture était consommée de fait avec le gouvernement français : à partir de ce jour, Maximilien ne communiqua plus directement avec le quartier général. Le président du conseil avait mandat pour traiter toutes les questions intérieures et étrangères, et s'adresser collectivement aux trois représentants de la France. Maximilien avait bien compris que la personne du général en chef s'était effacée avec son autorité, et que le trône mexicain devait compter désormais avec l'aide de camp de Napoléon III comme avec le souverain lui-même.

Le revirement soudain de l'empereur du Mexique provoqua un mécontentement profond à Mexico dans le camp français. Le plan des Tuileries était détruit de fond en comble. Pourtant les illusions avaient été bien fortes à Paris, à ne consulter que les dépêches de notre gouvernement datées du 31 octobre, qui arrivaient alors d'Europe. « Le ministère Larès, écrivait-on, n'a pas de chance de durée ; la mission du général Castelnau ne saurait être plus opportune,

et le désir de l'Empereur est de voir Maximilien quitter le Mexique. » Deux des représentants de la France pensèrent qu'une note énergique, ne déguisant pas la vérité sur l'impossibilité de l'entreprise qu'il tentait, ouvrirait peut-être les yeux à Maximilien et le ferait renoncer à son dessein.

Le maréchal persistait à croire, dans sa conscience de soldat, qu'avec le secours certain de la légion étrangère et des Autrichiens, appuyé d'autre part sur des places bien fortifiées, Maximilien conservait encore des éléments de durée qui permettraient de se retirer un jour plus honorablement et en toute sécurité. Toutefois il dut se ranger à l'avis du général Castelnau et de M. Dano.

Le général Castelnau avait déjà informé l'empereur Napoléon des irrésolutions de Maximilien, et le 7 décembre il lui fit part du nouveau coup d'État, où la monarchie, déployant le drapeau clérical, faisait évanouir tout espoir de solution amicale. Toutefois il fallait promptement arriver à mettre un terme à cette situation compromettante pour les intérêts français. Le même jour et le lendemain de la réception de la missive de M. Larès, une note rédigée en commun par les trois signataires fut adressée au président du conseil. C'était tenter un dernier effort contre le parti réactionnaire.

Mexico, le 8 décembre 1866.

A. S. E. M. Teodosio Larès, président du conseil des ministres, etc.

Les soussignés ont reçu la note que LL. EE. MM. Teodosio Larès et Luis de Arroyo leur ont fait l'honneur de leur adresser à la date du 3 courant.

M. le président du conseil étant chargé de traiter des affaires qui font l'objet de cette note, les soussignés ont à lui faire connaître quelle est leur opinion au sujet de la détermination prise par S. M. l'empereur Maximilien de conserver le pouvoir que la nation mexicaine lui a conféré, et de soutenir son gouvernement avec les seules ressources du pays.

Les sacrifices du gouvernement des soussignés et leurs efforts personnels pour établir la forme monarchique au Mexique, n'ont pas besoin d'être rappelés. Les agents de la France regrettent profondément une crise qu'ils eussent voulu rendre impossible. Toutefois, après avoir mûrement examiné la situation, ils sont arrivés à cette conviction, que le gouvernement impérial serait impuissant à se soutenir avec ses seules ressources.

Si pénible que cela soit, et sans prétendre influencer en rien la décision finale, ils considèrent comme un devoir de le déclarer, en ajoutant qu'en l'état actuel des choses, la résolution suprême et généreuse à laquelle l'empereur Maximilien paraissait vouloir s'arrêter, il y a un mois, eût seule permis de chercher une solution propre à sauvegarder tous les intérêts.

Pour ce qui a trait à la question militaire et tout ce qui s'y rapporte, il a déjà été répondu par les agents français compétents. De nouvelles explications seraient fournies par eux, si elles devenaient nécessaires.

BAZAINE. — ALPH. DANO. — CASTELNAU.

La réplique du ministère ne se fit pas attendre : le 10 décembre, il lançait une longue circulaire résumant les efforts de la monarchie dans le passé, ses espérances dans l'avenir, et révélant en même temps les défections du gouvernement français.

Circulaire. — (Extrait).

.....
..... Au milieu de cette lamentable crise, on exploitait l'attitude des États-Unis, toujours contraires à la forme monarchique et à une intervention européenne. On faisait savoir à Sa Majesté l'Empereur qu'entre le gouvernement français et celui des États-Unis, s'étaient nouées des négociations pour assurer une médiation franco-américaine, en vertu de laquelle on se promettait d'apporter un terme à la guerre civile qui désolait ce pays, et, pour arriver à ce but, on considérait comme indispensable que le gouvernement qui s'établirait sous cette médiation reprît la forme républicaine et s'inspirât des libéraux. Les espérances de notre gouvernement qui étaient basées en partie sur une loyale et ferme alliance avec la France pour la consolidation de l'ordre actuel, se voyaient ainsi trompées.

Cette circulaire restera en opposition formelle avec une assertion de M. Berthemy, notre ministre de France à Washington, qui, lors d'un entretien avec M. Seward, consigné dans la correspondance diplomatique, avait affirmé, que « l'empereur Maximilien était prêt à accepter toutes les combinaisons, que le gouvernement français pourrait proposer d'accord avec les États-Unis. »